

plus en plus de refuges ferment, les unités municipales de prévention et de soins n'ont plus de ressources pour aider les femmes, etc. La réduction jusqu'à 70 % des fonds pour les campagnes de prévention de la violence de genre contribue à cette destruction avec la conséquence d'occulter à nouveau le problème. Et la suppression du tout jeune ministère pour l'Égalité a marqué une rupture symbolique et réelle avec la lutte pour un idéal d'égalité entre femmes, hommes et transgenres."

Quels sont les alliés du Parti Populaire dans cette volonté de "remettre les femmes à leur place" ?

"Dans cette stratégie d'oppression, le gouvernement conservateur a un allié puissant : l'Église catholique qui veut revenir à une conception traditionnelle et rétrograde de la famille. Les mesures d'austérité imposées par le Parti Populaire montrent aux femmes le chemin du retour au foyer, les privant de la liberté de choisir en fonction de leurs intérêts personnels et de leurs objectifs de vie, un droit qui commençait à se concrétiser après des décennies de luttes féministes. Un bon exemple de ces intentions, c'est la loi de la Famille du Conseil régional de la Galice, qui vise à rétablir le rôle traditionnel des femmes afin d'économiser sur les services sociaux et qui promeut une vision étroite de la famille, ignorant la réforme de 2005 du Code civil qui reconnaît le droit des couples de même sexe de se marier et d'adopter des enfants. Autre exemple, les projets de loi qui veulent modifier la toute jeune loi sur l'interruption volontaire de grossesse grâce à laquelle les femmes peuvent avorter jusqu'à 22 semaines, sans avoir à le justifier socialement."

Face à tout cela, quelles sont vos propositions ?

"Aujourd'hui, les seules solutions proposées pour sortir de cette crise économique se basent sur le maintien de la logique d'accumulation du capital. En tant que féministes et citoyennes, nous voulons un changement radical, d'autant plus qu'il est évident que les mesures "anticrise" néolibé-

"Les mesures d'austérité imposées par le Parti Populaire montrent aux femmes le chemin du retour au foyer."



rales n'arrivent pas à améliorer la situation que nous vivons et, pire, l'aggravent. Pour y parvenir, nous devons nous emparer des espaces publics et démocratiques comme l'a fait le mouvement des Indignés, qui est parti d'Espagne. La constitution d'audits citoyens de la dette est l'une des stratégies les plus puissantes dans la voie du changement. Ces audits doivent, bien sûr, inclure une analyse en termes de genre. Et si leurs résultats montrent que ces dettes sont illégitimes, les gens devront refuser de payer. L'inégalité est à l'origine de cette crise pro-

fonde, multidimensionnelle et cumulative. Pour cette raison, seule l'égalité peut en être la sortie!" ■

- 1 Plataforma ciudadana por la auditoria de la deuda
- 2 La Commission européenne, la Banque Centrale Européenne et le Fonds Monétaire International.
- 3 Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.
- 4 Rapport de l'Observatoire contre la violence domestique et de genre du Conseil Général de la magistrature espagnole.
- 5 La loi de 2004 prévoyait entre autres des changements importants dans le Code pénal pour reconnaître les violences, pour la mise en place de tribunaux spéciaux, l'aide aux victimes, l'assistance et l'hébergement.
- 6 Loi organique espagnole 1/2004 du 28 décembre 2004 concernant les mesures de protection intégrale contre la violence de genre.